



Nous souhaitons tout d'abord vous adresser, ainsi qu'aux personnels des services de la DSDEN, tous nos vœux de santé au seuil de cette nouvelle année qui s'annonce encore bien compliquée.

Nous sommes heureux également de pouvoir faire notre CTSD dans des conditions normales, enfin aussi normales que celles de nos salles de classe à 30 élèves.

Nous venons de vivre une nouvelle rentrée pas simple du tout voire même inquiétante après le brassage lié aux vacances et aux fêtes de fin d'année. Force est de constater une nouvelle fois que le ministre Jean Michel Blanquer affiche beaucoup d'intentions mais se soucie peu des moyens pour les mettre en œuvre. Or ces moyens, ce sont ceux dont nous allons discuter, la répartition de ceux-ci entre autres choses.

Depuis la rentrée, plusieurs établissements ont dû fermer leurs portes pour cause de contaminations importantes, de « Cluster » : chefs d'établissements et leurs adjoints, CPEs, enseignants, AED malades ou cas contacts et élèves : effectivement on peut être contaminé dans un établissement scolaire. Ce que l'on ne comprend pas c'est que les collègues ont dû batailler pour faire valoir auprès des services de la DSDEN, la réalité du terrain : des établissements incontrôlables sans vie scolaire, ni capitaine dans le navire. Heureusement, les établissements ont fini par être fermés suffisamment longtemps pour que les malades puissent revenir.

Cependant, M le Ministre ayant annoncé des tests en grand nombre dans les établissements scolaires, nous risquons de voir encore plus d'établissement dans cette situation : il faudra alors réagir aussi rapidement que possible pour limiter l'extension des contagions.

Fermer un établissement est une situation que les collègues ne souhaitent à personne : nos élèves sont les premiers à en souffrir, et nous sommes plus qu'attentif à nos élèves !

*Et que dire de la décision incompréhensible, de retirer à l'enseignement de l'EPS ces salles de classe ? A croire que notre ministère de tutelle n'a aucune connaissance du travail que font les collègues d'EPS, de la cohérence qu'ils y mettent. Qui se soucie des fins de cycles, des équilibres de programmation, des conditions de travail de la profession ? On vante leur extraordinaire pouvoir d'adaptation ! Ça suffit la flatterie ! Les collègues sont fatigués de ces décisions qui ne reposent sur rien. Alors qu'aucun foyer épidémique n'est relevé en EPS, validant de fait, la pratique responsable de la profession. Alors que l'on n'a pas cessé de leurs demander de s'adapter dans l'urgence aux protocoles sanitaires et aux réalités d'établissements, les voilà contraints à faire **cours dehors** sans aucune forme de discussion ! Contraints à entasser des élèves dans des espaces classes 10 fois à 15 fois plus petits que nos gymnases en cas de pluie. D'autant qu'une des conséquences de cette crise sanitaire est l'effondrement de la condition physique de nos élèves. Le moral est au plus bas. Partout en France ont eu lieu des rassemblements de la profession, conséquence du mécontentement de collègues d'EPS. Il est probable que ce rectorat n'échappe pas à la règle. Un peu de sérieux, adaptons les conditions de travail, généralisons-les demi groupes et mettons nos élèves à l'abri. Rendez, leurs outils de travail aux enseignants d'EPS, les élèves en ont besoin.*

Justement en parlant de nos élèves, aujourd'hui nous allons échanger sur les dotations pour la rentrée 2021 dans le 06.

Des moyens en personnels encore en baisse avec des effectifs d'élèves en hausse, les victimes de cette politique sont toujours les mêmes !

Pourtant rien ne relève du fatalisme, ou d'une quelconque situation exceptionnelle. Non, il y a une logique, un projet politique, derrière tout cela. Et les décisions budgétaires qui arrivent dans les établissements en sont une nouvelle illustration. « *Le quoi qu'il en coûte...* » présidentiel ne concerne pas l'éducation ! Alors même que le système scolaire génère et creuse les inégalités, que le niveau scolaire général ne cesse de baisser, que nous sommes en pleine crise sanitaire, économique, culturelle et écologique, les choix de ce gouvernement sont invariants ces dernières années.

- Les effectifs de nos classes sont parmi les plus chargés d'Europe, seule l'Espagne fait pire que nous. Nous sommes à 4,3 élèves de plus que la moyenne de l'OCDE !
- Entre 2008 et 2020, on compte 263 411 élèves de plus dans le secondaire pour seulement 1053 classes de plus. Soit 1 ouverture pour 250 élèves !
- Sur les trois années sous la gouvernance Blanquer (2018-2019-2020), il y a eu 43 706 élèves de plus (+13754, +20004, +9948) mais il a fermé 417 classes et supprimé 9040 emplois d'enseignants dans le secondaire public!
- Des réformes qui aboutissent à moins d'heures d'enseignements, -162 heures en collège, -216 heures en LGT et de -294 heures à -380 heures sur le cursus en LP.

Plus que jamais cette crise devrait obliger notre pays à compenser cette fracture sociale sans précédent. Cette politique de casse de notre Service Public de l'Éducation n'est qu'un projet politique qu'il faut dénoncer. Noam Chomsky en 2017 affirme (dans Requiem pour le rêve américain) « commencez par baisser son financement, il (le service public) ne fonctionnera plus. Les gens s'énerveront. Ils voudront autre chose. C'est la technique de base de la privatisation d'un service public ». Comment ne pas voir dans la politique de M. Blanquer et M. Macron un projet politique d'une privatisation d'une grande partie de notre éducation.

M le Ministre Blanquer a fait le constat que les élèves avaient souffert durant le confinement : nous confirmons, à la vue des premiers conseils de classe cet état de fait : baisse de niveau, de concentration, de travail en autonomie. Nous avons besoin de rattraper ce retard et de remobiliser nos élèves : nous avons donc besoin de moyens.

Force est de constater que vous nous proposer une fois tout l'inverse.

En collège :

Malgré une hausse de 254 élèves prévu dans les collèges à la rentrée 2021, nous constatons une baisse de la dotation globale de 323 heures soit l'équivalent de plus de 10 structures. Cela entraîne une hausse des effectifs dans les collèges de catégorie 3 (avec 25 élèves au lieu de 24) et des catégories 2 (avec 28 élèves au lieu de 27) ainsi qu'une fermeture d'une structure dans six établissements du fait des nouveaux seuils. Nous sommes étonnés de constater une baisse de 7 IMP alors que des IMP doivent être octroyées aux établissements pour la création des coordinateurs des PIAL. Nous ne comprendrions pas que cette création soit faite à moyen constant.

De plus nous regrettons que les effectifs des Ulis ne soient toujours pas intégrés aux effectifs du collège comme cela se fait dans certaines académies (Toulouse) ce qui complique l'intégration des élèves surtout plus particulièrement dans 4 établissements dont les structures sont sur un seuil. (Yves Klein dont création d'une Uli à la rentrée, L'Archet, Langevin et Romée)

Vous avez choisi d'augmenter le seuil du nombre d'élèves à en catégorie 3, REP et REP+ : C'est une première depuis..... Toujours !

La réforme de l'éducation prioritaire avec la disparition des REP est catastrophique si elle se met en place de cette manière : c'est le reniement de tout ce qui a été mis en place dans ces établissements depuis les années 80, une véritable régression pour les élèves les plus désavantagés

En lycée :

La réforme des lycées et du bac a provoqué cette année beaucoup de désorganisation : les élèves, sans véritable groupe classe, se retrouvent perdus et on retrouve des élèves de 6 à 8 classes différentes dans les spécialités : si les emplois du temps, prévus en début d'année, sont devenus synonyme de présence toute

la semaine au lycée pour les élèves, l'alternance liée au protocole sanitaire est un véritable casse-tête pour les élèves et les professeurs : des groupes déséquilibrés, des trous dans l'emploi du temps...

L'augmentation des élèves est de 895 ou 929 élèves (selon la prise en compte des ulis ou pas) répartis dans les lycées. La dotation a été augmenté de 476h en LGT mais le h/e a baissé par rapport à l'année dernière : s'il avait été maintenu on aurait eu le même taux d'encadrement que l'année dernière et cela aurait donné 437h de plus pour les LGT . On voit bien que l'augmentation des heures au total n'arrivent pas à cacher la baisse des heures devant élèves.

Autre conséquence de la dotation ministérielle, les HS passent de 9.75% à 10.31% pré et post bac inclus : toujours moins d'adultes devant les élèves, toujours plus de classes surchargées

Cette dotation ne compense pas les montées d'effectifs, il va falloir faire encore plus avec moins.

Pour certains lycées c'est la douche froide avec parfois 40 ou 50h de moins alors qu'ils auraient dû avoir 35 et 20h de moins en prenant le nombre d'élèves perdus et le H/E. cela va représenter 3 voire 4 postes fermés dans chaque établissement, autant de MCS que nous ne pourrons pas contrôler faute de paritarisme.

En lycée professionnel :

Concernant les lycées professionnels, en 2021, la réforme de la « Transformation de la voie professionnelle » s'achèvera avec son lot d'incohérences et de malaise pour les enseignants et de mépris pour les élèves qui choisissent cette voie.

La dotation pour la rentrée 2021 augmente de 553 HP et de 105 HSA. Et c'est une bonne nouvelle.

Cependant, on aurait pu croire à une prise de conscience de la nécessité de doter correctement les LP qui accueillent les élèves les plus fragiles du système scolaire...non, les effectifs prévus augmentent tout simplement de 393 élèves, l'équivalent de la SEP du lycée hôtelier de NICE.

La dotation H/E a d'ailleurs très légèrement diminué par rapport à l'année dernière [2.1077 en 2020 et 2.1032 en 2021]. Point de générosité mais une logique comptable qui se vérifie : le LP Magnan perd des effectifs avec la réduction de la capacité d'accueil des Bac Pro MRC et Esthétique et de fait perd 10HP. Nous regrettons aujourd'hui encore, la fermeture de la SEP Estienne d'Orves qui est sur la voie de l'achèvement et la fermeture d'autant d'offres de formations post 3^{ème}.

La rentrée dans les LP du 06 aurait pu, au vu de la dotation, être moins morose. Mais, c'est sans compter l'obstination du Ministère à vouloir démanteler nos enseignements.

Dès la rentrée 2021, les heures dédiées à la « co-intervention », dont la dotation horaire a été pourvue sur les enseignements de Lettres et Maths, ces matières ont vu leurs horaires divisés par deux en CAP et BAC Pro, pourront être transformées pour des modules. Ces modules concerneront l'insertion professionnelle, la poursuite d'études, la Philosophie.

Évidemment le ministère ne pouvait ni faire simple, ni cadrer les choses pour faciliter le travail des personnels. Au prétexte d'autonomie et de « souplesse », les options devront être inscrites dans le projet d'établissement et votées en conseil d'administration. Exiger cette tâche supplémentaire sur cette année particulière afin que les options soient effectives en septembre 2021, c'est nier une fois de plus le travail monumental engagé par les enseignants-es pour mener à bien leurs missions.

Les élèves auront le choix et pourront changer d'options en cours d'année : quid de nos obligations de service et de nos emplois du temps déjà bien entamés avec la réforme ? La fameuse « souplesse » longuement répétée risque fort de transformer ces options en véritables usines à gaz dans les établissements !

Si le SNUEP-FSU revendique depuis longtemps un enseignement de philosophie en terminale, il dénonce l'absence de moyen alloué, son caractère optionnel et l'absence de formation prévue pour les PLP qui seraient volontaires.

La co-intervention avait été vendue à coup de « c'est une nouvelle manière d'apprendre ces matières aux élèves en relation avec l'enseignement professionnel ». Nous n'étions déjà pas dupes de ce que tramait le Ministère, il n'a pas fallu 2 années pour que ces heures détournées de leur fonction initiale et soient un nouveau prétexte pour augmenter l'autonomie des EPLE, accentuer les inégalités et fragiliser nos lycées pros. Les horaires d'enseignement seront différents entre les établissements, voire entre les classes d'un même établissement, alors que les élèves candidatent à un même examen national !

La gestion erratique et sans moyens supplémentaires de la crise sanitaire est à la mesure du mépris que les personnels ressentent sur l'ensemble de la politique éducative, édictée à l'endroit des conditions d'exercice de leurs métiers et missions et de leurs expertises professionnelles et de l'absence de reconnaissance de leur engagement quotidien par des carrières et des salaires revalorisés.

Cela ne donne que plus de force à l'appel que la FSU, avec une large intersyndicale, a lancé à tous les personnels de l'Education nationale, rejoints par l'enseignement supérieur et la recherche, à se mettre en grève mardi 26 janvier et, dès maintenant, à exiger les mesures de protection nécessaires de leur employeur.